

LES FONDS NON UTILISÉS DU PIL EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Question n° 1354—**M. McKinnon:**

A la fin du stade d'évaluation et d'approbation du Programme des initiatives locales en Colombie-Britannique, quel montant a été remis, par circonscription électorale, à des fins de redistribution?

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): La phase d'évaluation et d'approbation du Programme des initiatives locales n'est pas terminée et sera même prolongée de quelques semaines, étant donné les fonds additionnels qui ont été alloués au programme. Par conséquent, nous ne connaissons le montant des fonds non utilisés qu'une fois cette phase terminée.

LE FOYER SENNEVILLE, QUÉBEC

Question n° 1369—**M. Herbert:**

1. La décision de construire un immeuble qui remplacera le pavillon Senneville à Sainte-Anne-de-Bellevue (Qué.) est-elle liée au transfert de l'Hôpital Reine-Marie pour anciens combattants à Montréal, au sujet duquel une entente de principe a été conclue, plutôt qu'à l'Hôpital pour anciens combattants, qui se trouve près de Sainte-Anne-de-Bellevue, et au sujet duquel il n'est pas question pour le moment de transfert et, dans l'affirmative, pourquoi?

2. Combien d'anciens combattants y a-t-il à chacun de ces trois endroits?

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants): 1. La décision concernant la construction d'un établissement en remplacement du foyer Senneville (Québec) n'est pas liée à la cession de l'Hôpital Reine-Marie pour anciens combattants de Montréal.

2. Hôpital Sainte-Anne, 845; Foyer Senneville, 136; Hôpital Reine-Marie pour anciens combattants, 219.

CAC—LES PRESTATAIRES DANS DIVERSES CLASSES DE REVENU

Question n° 1422—**M. Lawrence:**

Au cours de l'année d'imposition 1975, combien de Canadiens dont le revenu imposable était de a) \$20,000 à \$25,000, b) \$25,000 à \$50,000, c) \$50,000 à \$100,000, d) \$100,000 et plus ont reçu des prestations d'assurance-chômage et, pour chaque tranche de revenu, quel a été le coût total de la somme versée?

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Voir la réponse à la question 1049 déposée aujourd'hui.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si les questions n° 616, 742, 1038 et 1150 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, les documents seraient déposés immédiatement. Cela, en raison de la longueur et de la complexité des réponses.

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre que ces questions soient transformées en ordres de dépôt de documents?

Des voix: D'accord.

Questions au Feuilleton

[Texte]

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—LES BUREAUX RÉGIONAUX

Question n° 616—**M. Munro (Esquimalt-Saanich):**

1. a) Combien de bureaux régionaux le ministère des Affaires des anciens combattants compte-t-il, b) où sont-ils situés, c) quelle région relève de chaque bureau?

2. Quand chacun des bureaux a-t-il été créé et quelle était l'importance de son personnel?

3. Quelle est actuellement l'importance du personnel de chaque bureau?

4. En plus des bureaux régionaux, existe-t-il des bureaux de district ou autres bureaux secondaires et, dans l'affirmative, a) où, b) combien?

5. Les fonctions du personnel des bureaux régionaux ou de district s'inscrivent-elles dans une ligne administrative hiérarchique qui part d'Ottawa et descend jusqu'au responsable sur place, ou ce personnel doit-il aussi s'acquitter d'autres fonctions et, dans l'affirmative, quelles sont-elles?

(Le document est déposé.)

MEER—L'APPUI FINANCIER AUX PROJETS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Question n° 742—**M. Muir:**

1. Pour quels projets précis le ministère de l'Expansion économique régionale a-t-il offert son aide à des organismes municipaux en Nouvelle-Écosse et, dans chaque cas, quels étaient a) l'organisme municipal en question, b) le projet, c) le montant de l'aide financière?

2. Le MEER a-t-il promis d'accorder une aide financière pour certains projets qui n'ont pas encore été mis en œuvre en Nouvelle-Écosse et, dans l'affirmative, quels sont a) l'organisme municipal en question, b) le projet, c) le montant de l'aide financière promise?

(Le document est déposé.)

LA RETRAITE VOLONTAIRE À 60 ANS

Question n° 1038—**M^{me} Appolloni:**

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il étudié la possibilité de permettre la retraite volontaire à l'âge de 60 ans, tout en accordant certains avantages relatifs prévus aux termes du Régime de pensions du Canada et, dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions?

(Le document est déposé.)

LES ANNÉES-HOMMES CONSACRÉES À LA PRÉPARATION DU DOCUMENT DE RÉVISION DE LA LOI SUR LES BREVETS ET L'ÉLABORATION DU NOUVEAU PROJET DE LOI SUR LES BREVETS

Question n° 1150—**M. Kempling:**

1. Combien d'années-hommes ont été nécessaires au ministère de la Consommation et des Corporations pour préparer le document de travail de révision de la loi sur les brevets et le nouveau projet de loi sur les brevets?

2. Combien de personnes ont travaillé à la préparation de l'étude et de cette loi et combien a) avaient une connaissance approfondie de la loi sur les brevets, b) étaient des économistes, c) étaient des experts dans d'autres disciplines, et de quelles disciplines?

3. A-t-on consulté l'Institut des brevets du Canada, des ingénieurs-conseils, des agents de brevets et la Canadian Patent and Development Ltd. et, dans l'affirmative, a) quand, b) où, c) qui était présent?

4. Quel est le prix de revient global a) du document de travail, b) de tous les émoluments et salaires, c) des honoraires des consultants, d) de l'impression et de la rédaction, e) des frais d'administration?

5. Combien de mémoires ont été communiqués par a) le secteur privé, b) des organismes gouvernementaux au sujet de la révision proposée de la loi sur les brevets et du projet de loi et, dans chaque cas, quel est le nom de chacun de ceux qui les ont présentés?

(Le document est déposé.)